

La plupart des Canadiens qui prennent le temps d'y penser sont fiers de la contribution du Canada aux affaires internationales. En tant que pays, nous avons contribué à créer et nous continuons d'appuyer activement les Nations Unies et le GATT, ainsi que d'autres organismes internationaux qui sous-tendent l'ordre mondial. Howard Green - soutenu par des millions de mères au Canada et aux États-Unis - s'est battu pour réaliser un traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires dans l'atmosphère. Lester Pearson a inspiré le concept des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Paul Martin a contribué à débloquer l'impasse qui empêchait l'admission de nouveaux États membres aux Nations Unies. Un Canadien a été le premier secrétaire général du Commonwealth. D'autres éminents diplomates canadiens ont aidé à faire avancer une multitude de dossiers internationaux, du développement du Tiers monde au droit de la mer en passant par le traitement et l'accueil des réfugiés.

Au cours des quarante années qui se sont écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale en est venue à compter sur le Canada pour son influence modératrice dans un monde écartelé entre des extrêmes. C'est là la tradition canadienne que notre gouvernement entend renforcer avec constance et dans un esprit pragmatique. J'ai d'ailleurs fait valoir ce point dans mon premier discours après ma prise de fonctions - le discours que j'ai prononcé en octobre dernier devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je suis honoré d'être à Edmonton ce soir et de m'adresser au Congrès annuel du Conseil Alberta-Mackenzie de la Ligue des femmes catholiques du Canada pour faire valoir que la politique internationale est tout aussi importante dans les villes et les villages du Canada que dans les capitales du monde et les milieux traditionnels de la politique étrangère. Elle est importante pour deux raisons: parce qu'elle influe sur le prix du boeuf et parce que la tradition de participation des citoyens canadiens aux affaires du monde est, à sa façon, tout aussi imposante que les réalisations internationales de nos gouvernements. J'estime qu'il est de mon devoir de faire en sorte que la politique nationale tienne compte de la dimension personnelle.

C'est là l'une des raisons principales qui m'ont amené à déposer à la Chambre des communes, le 14 mai, un document de discussion intitulé "Compétitivité et sécurité: orientations pour les relations extérieures du Canada", qui donnera lieu à la première revue parlementaire publique de la politique étrangère dans l'histoire du Canada.